

L'accueil des travailleurs de chantiers évoqué à la CLI Iter

En présence de nombreuses personnalités, Alain Mailliat, membre du Conseil d'Administration et du Bureau, coordonne les interventions des différents orateurs venus parler d'hébergement, scolarisation, accès à la santé, transport et déplacement, inhérents à l'arrivée massive de 700 travailleurs sur le chantier ITER, d'ici la fin de l'année, avec un pic de 3 500 fin 2013/début 2014.

Après que Carlos Alejalde ait rappelé le projet Iter à long terme, et notamment le problème de transport, avec doublement des déplacements par rapport à la situation actuelle, génératrice de difficultés, il a expliqué « *qu'il faudra diminuer les engorgements par le décalage des horaires de chantier, et envisager des lignes de bus pour le transport du personnel ITER. Les employeurs devront organiser le transport de leurs employés* ».

La question de l'Hébergement, problème majeur, a été abordé par Gilles Barsacq. « *Les projets situés dans un périmètre accessible en 30 minutes depuis le CEA ont été analysés, 20 projets restants vont faire l'objet de qualifications complémentaires. Quatre*



Jérôme Pamela, directeur d'Iter France est intervenu devant une assistance fournie.

préfets sont concernés, avec la mise en place de cellules d'appui auprès des communes. On parle ici de l'accueil de 450 familles, soit 1800 personnes et environ 900 enfants, Un gros projet sur Château-Arnoux est à l'étude. Tout en

considérant que les entreprises extérieures ont le devoir de loger leurs employés, l'offre locative est probablement insuffisante sur notre territoire, à visée touristique. (prix loyers, etc.) »

Pour la Santé, pour le représentant de l'ARS, l'offre sanitaire, avec la proximité de Manosque et de son nouveau centre hospitalier, d'Aix, de Pertuis, de Digne, semble être « *d'excellente qualité* », la région étant de surcroît dotée de soins de proximité et de premier

recours suffisants. Ce qui n'est pas de l'avis de la CLI, ni de certains présents, pour lesquels l'offre médicale est sous dimensionnée.

En ce qui concerne la Scolarité, la scolarisation en primaire et secondaire a fait l'objet d'une intervention de Léon Folk, qui précise que les 600 élèves potentiels seront partagés pour 40 % sur Aix, 40 % sur le 04 et les 20 % restants sur le Var et le Vaucluse, en fonction de l'implantation des familles. Bernard Fronsacq, interpellé sur l'Ecole Internationale de Manosque, rappelle que cette école - qui est en partie réservée aux ayants droits ITER, est également ouverte aux élèves de la région, sous certaines conditions (tests linguistiques, notamment).

Un bilan de ces différents débats a été fait par Roger Pizot, Guy Barret, Roland Aubert et Claude Cheilan.

Pour toutes ces questions, que sont la santé, logements sociaux, transport (déviations, nouvel échangeur, nouveaux équipements autoroutiers?) hébergement, « *on va y arriver. Il y a beaucoup de travail. On va essayer de travailler en parfaite harmonie, de créer des projets adaptés aux besoins spécifiques* ». Les discussions fournies et les questions émanant du public ont apporté un éclairage différent sur les sujets abordés, tout en restant positives.

Charlotte. B

Jérôme Pamela, Directeur Agence Iter France

À l'occasion de cette réunion du CLI, le directeur d'Iter France, Jérôme Pamela est intervenu. « *Au sujet de l'hébergement, une démarche concertée a été faite avec les maires de 40 communes. Et nous avons pris des leçons d'autres grands chantiers (viaduc de Millau, par ex.). Le territoire compte plus de 400 000 habitants, avec une augmentation de 1 % par an, soit 4 000 personnes en plus. Nous attendons, à terme, 3.000 personnes sur le chantier, dont 90 % de célibataires. Nous examinons la possibilité de parcs locatifs pour 300 à 500 travailleurs (Château-Arnoux). Il est clair que la stratégie des entreprises extérieures retenues en matière d'hébergement de leurs salariés, sera déterminante* ».

Comme il l'a expliqué, « *le but est de garder une grande diversité de solutions, régulariser la sous-traitance et anticiper sans prise de risque excessif, mobiliser les maîtres d'ouvrage avec le soutien des collectivités. Il faudra maximiser l'embauche de personnes de la région, pour minimiser le recours à l'hébergement, ce qui pourrait donner lieu à des formations. Nous devons faire émerger les logements sociaux, créer des projets sur le territoire (extension de caravanings, foyers pour jeunes travailleurs, qui, à terme, pourront être occupés par des étudiants). Un dispositif est mis en place sur 3 sites de relocation. Nous devons nous organiser d'un point de vue économique, pour être compétitifs sur les coûts* ».

